

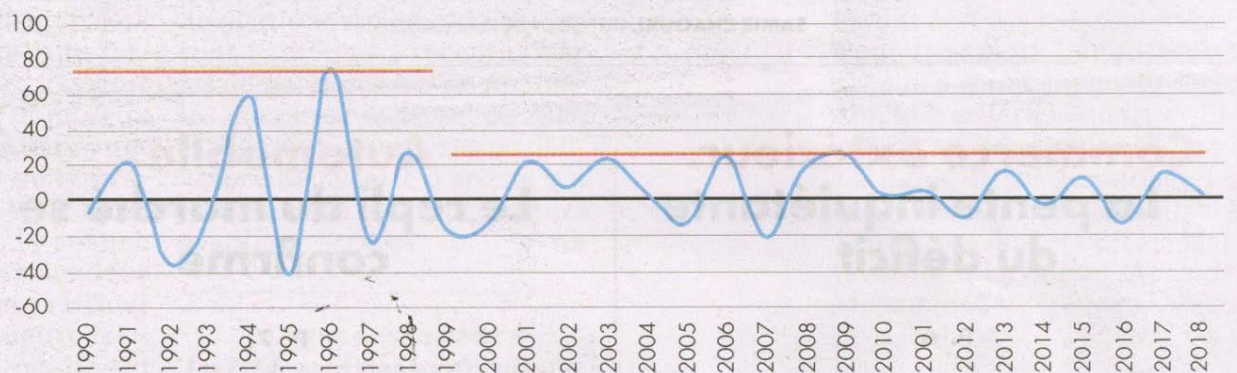
Samir Chaouki
Directeur de publication
s.chaouki@horizonpress.ma



Agir vite et bien

Le Maroc a un sérieux problème économique. Vouloir faire d'un nouveau modèle de développement une priorité nationale en est la preuve. Vouloir masquer cette réalité ne sert en rien le pays. Il y a plusieurs mois, nous disions dans cenespace même qu'il faudrait commencer le travail aujourd'hui (ndlr. 2018) pour pouvoir aspirer à une émergence de l'économie en 2030 (cf. www.Leseco.ma). Il y a quelques jours, Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib, l'a clairement confirmé. «Si on ne se ressaisit pas tout de suite, il faut oublier définitivement l'émergence même à un horizon lointain», a-t-il précisé devant le roi qui, quelques jours plus tard, rappelait d'un ton on ne peut plus ferme l'urgence d'adopter un nouveau modèle de développement. Et de promettre qu'il superviserait lui-même ce chantier afin que ce dernier aboutisse dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions. En d'autres termes, le Maroc a plus que jamais besoin de fiabilité et d'efficacité. Ceux qui sont habitués à travailler à 50% de leurs capacités ne peuvent être associés à ce projet. C'est donc une question de temps. Un facteur auquel on n'accorde pas une grande importance dans notre pays. Une attitude à abolir afin de pouvoir tenir cet engagement d'adoption d'un modèle de développement qui puisse garantir l'émergence. Agir vite, c'est mettre en œuvre dans un an maximum une feuille de route qui puisse nous éclairer sur les prochaines quinze années, à savoir à l'horizon 2035. Les carottes ne sont pas encore cuites, à condition que l'on retroussé nos manches pour travailler sans compter et, surtout, arrêter de verser dans un optimisme qui n'a pas de sens. Sur ce registre, quand le chef de gouvernement répète que le verre du Maroc est à 90% plein, on se demande franchement comment on pourrait se mobiliser avec pareil satisfecit, allant à l'encontre des conclusions des institutions du pays!

Évolution du taux de croissance de la VAA (1998-2018)



SOURCE : CALCULS DE LA DEFP SUR LA BASE DES DONNÉES DU HCP

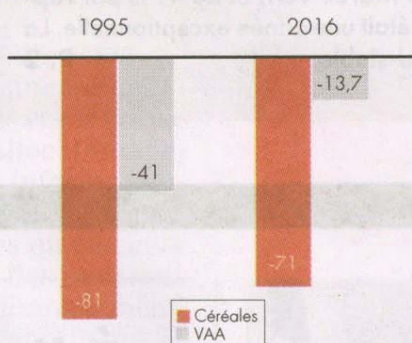
Campagne agricole 2018-2019. La production céréalière en repli de 30%

La production céréalière pour la campagne 2018-2019 est évaluée à 52 millions de quintaux, soit un fléchissement de 30% en comparaison avec une année moyenne sous Plan Maroc Vert, et de 49% par rapport à la campagne précédente qui était une année exceptionnelle. La valeur ajoutée agricole ressort quasi-stable.

Nadia Benyouref
n.benyouref@leseco.ma

Les pronostics du département de l'Agriculture ont été déjoués. L'analyse de près de 5.000 échantillons prélevés sur des champs de céréales dans les différentes régions du royaume a permis d'évaluer la production céréalière pour la campagne 2018-2019 à 52 millions de quintaux (qx) au lieu d'un volume de 61 millions de quintaux prévus dans un premier temps. Avec une superficie céréalière semée au titre de cette campagne de 3,6 millions Ha, la production céréalière composée de blé tendre (26,8 millions qx), de blé dur (13,4 millions qx) et d'orge (11,6 millions qx) a ainsi chuté de 30% en comparaison avec une année moyenne sous Plan Maroc Vert (75 millions de qx) et de 49% par rapport à la campagne précédente qui était une année exceptionnelle (102,6 millions de quintaux, en hausse de 7,3% comparativement à la campagne précédente). Ce recul se justifie par les conditions climatiques défavorables. «La campagne agricole 2018-19 a enregistré une pluviométrie ayant atteint 290,5 mm à fin mai 2019, en recul de 11% par rapport à la moyenne de 30 ans (326,3 mm) et de 23% comparativement à la campagne précédente (375,3 mm) à la même date», explique le ministère, qui note que la

Variation annuelle de la production céréalière et de la VAA en 1995 et en 2016 (deux années de forte sécheresse) (en %)



SOURCE : CALCULS DE LA DEFP SUR LA BASE DES DONNÉES DU HCP

pluviométrie de cette campagne a également été caractérisée par une mauvaise répartition temporelle, avec près des trois quarts des précipitations ayant eu lieu durant les trois mois de démarrage avec de fortes précipitations ayant duré jusqu'au mois de janvier. «La très faible pluviométrie, voire son absence dans plusieurs régions durant les mois qui ont suivi, a engendré un retard de croissance des céréales et une baisse des rendements plus ou moins importante selon les régions», a-t-il précisé. Devant un tel tableau, la valeur ajoutée agricole demeure quasi stable. Elle devrait s'établir à 120 MMDH grâce à la bonne performance de

production des autres filières, notamment les agrumes, les olives et les cultures industrielles. À cet égard, il convient de signaler que de gros efforts ont été déployés pour limiter l'influence négative de la filière céréalière sur la croissance agricole. Il en résulte un impact limité de la variation de la production céréalière sur la valeur ajoutée agricole (VAA). En 1995 (année de sécheresse), la baisse de 81% de la production céréalière a induit une chute importante de la valeur ajoutée agricole de 41%, alors qu'en 2016 (année comparable à celle de 1995), la baisse de 71% de la production céréalière n'a engendré qu'une légère baisse de 13,7% de la VAA. D'après une étude publiée récemment par la Direction des études et des prévisions financières (DEFP), la production céréalière a fluctué, sur la période 2008-2018, entre 33,5 millions de quintaux réalisés en 2016 et 114,7 millions de quintaux enregistrés en 2015. Ces variations ont induit une variation importante de la part de la filière céréalière dans la VAA qui a oscillé entre 7,4% affichée en 2016 et 21,4% en 2009. Il n'en demeure pas moins que le poids de la céréaliculture est toujours important. Cette filière occupe encore près de 60% de la superficie agricole utile globale, dont 90% pratiquée en zones bour. Cette concentration des céréales dans les zones pluviales la rend plus vulnérable aux aléas climatiques.